30 mai 1982 - Seul le prononcé fait foi

Télécharger le .pdf

Interview de M. François Mitterrand, Président de la République, accordée à la télévision américaine ABC, Paris, dimanche 30 mai 1982.

QUESTION.- Monsieur le Président, nous vous remercions beaucoup d'être ici là avec nous, avec moi, avec Pierre Salinger que vous connaissez, et George Will d'ABC £ Pierre, vous le savez, est à la tête du bureau d'ABC à Paris. Il y a un an à peu près vous êtes allé à une réunion au haut sommet `Ottawa` sur l'économie des pays industrialisés £ la France a des problèmes particuliers, chômage, inflation. On parle d'un changement éventuel de votre approche, de votre démarche, est-ce exact ?

- LE PRESIDENT.- Oui et non. Je ne comprends pas très bien d'abord ce que vous voulez me dire par là, car les problèmes particuliers à la France sont des problèmes que connaît dans son ensemble le monde occidental. Nous souffrons de la même crise, nous n'apportons pas les mêmes réponses, c'est là que se trouve la différence. Nous avons mis en oeuvre pendant un an un programme d'action qui a touché à diverses structures de notre société, notamment en élargissant le secteur public `nationalisations` là où les effets de la concurrence à l'intérieur de notre pays avaient pratiquement cessé. Nous avons également, comme vous le savez, nationalisé le crédit. Nous avons d'autre part décidé une très importante décentralisation, c'est-à-dire rendu responsables, autant qu'il était possible, les représentants de la population, les élus, les représentants d'associations, de syndicats, professionnels, etc. En cassant un moule fabriqué depuis plusieurs siècles en France qui avait tout centré sur Paris, en rendant les Français plus responsables, nous voulons en même temps leur donner plus de moyens de décider. Puis, nous avons engagé une politique qui tend à une plus grande justice sociale. Mais, être plus juste, c'est-à-dire mieux répartir, mieux redistribuer le produit national, dans une période où l'environnement international tend à la récession, c'est évidemment très difficile.\

`Suite réponse` L'obstacle majeur que rencontre tout gouvernement de progrès en France c'est que lorsque ce qu'on appelle en France la gauche, les forces populaires, parviennent au pouvoir, c'est parce que leurs prédécesseurs ont échoué. Echoué sur-le-plan économique, et par voie de conséquence, sur-le-plan social. Il y a donc crise, et la crise française s'était ajoutée à la crise internationale. Les solutions apportées par la France, avant notre arrivée aux responsabilités, n'avaient pas corrigé les effets de la crise internationale. Il nous a donc fallu aborder cette crise dans de très mauvaises conditions £ mais en même temps, pour pouvoir mobiliser la Nation, il nous fallait établir une plus grande justice sociale. Ces deux termes ne sont pas contradictoires, sans quoi nous n'aurions pas essayé, mais ils sont difficilement conciliables. Notre -entreprise est donc une grande -entreprise qui justifie, je le crois, la rapidité avec laquelle nous avons agi. Mais l'ensemble du programme sur lequel je me suis engagé, c'est un programme pour sept ans, puisque je suis élu pour sept ans £ et avec la majorité dont je dispose aujourd'hui, qui est une majorité absolue, pour cinq ans, c'est-à-dire la durée d'une législature, du temps du mandat des députés, et c'est sur ce temps-là qu'il faut étaler les mesures que j'entends prendre. Alors, d'un côté il y a ceux qui souhaiteraient qu'en douze mois on fasse tout ce qui est prévu pour cinq ou pour sept ans, et d'autre part il y a ceux qui voudraient qu'on ne fasse rien ! Alors, j'ai choisi la voie qui me permettra à la fois de réaliser sagement mais avec beaucoup d'énergie ce que j'ai promis de faire, et en même temps de tenir -compte de tout l'environnement pour éviter de nous briser sur les obstacles qui sont devant nous. C'est donc une démarche sage et audacieuse.\

QUESTION (Pierre Salinger) - Monsieur le Président, est-ce que je peux changer de sujet ?

QUESTION (Pierre Salinger).- Monsieur le President, est-ce que je peux changer de sujet ?
- LE PRESIDENT.- Je vous en prie !
- QUESTION (Pierre Salinger).- Avec votre opinion sur le tiers monde, est-ce que vous vous sentez inconfortable du point de vue psychologique lorsque vous supportez, vous aidez la Grande-Bretagne dans la crise des Malouines ? Est-ce que la continuation de la guerre entre l'Argentine et la Grande-Bretagne va en fait vous gêner à Versailles ?
- LE PRESIDENT.- Je ne vois pas en quoi cela pose le problème du tiers monde ! Le problème du tiers monde, il est posé dans des termes simples : ou bien les pays industriels avancés permettront aux pays du tiers monde de s'équiper, de parvenir à l'autosuffisance alimentaire, de disposer de formes d'énergie autres que le pétrole, de voir leurs matières premières garanties et d'engager avec l'ensemble du monde industriel ce que l'on appelle des négociations globales pour examiner l'ensemble des actions à mener, ou bien le fossé va s'élargir et ce sera l'un des drames du siècle prochain. Il faut à-tout-prix éviter cela. Pour ce qui la concerne, la France agit. Elle dispose d'une situation privilégiée dans de nombreux pays d'Afrique, et puis dans quelques autres pays du tiers monde sur les autres continents, elle participe à toutes les institutions, et par exemple quand votre pays `Etats-Unis`, et quelques autres, décident de réduire leur aide par exemple à l'AID, la France est un des rares pays à refuser, c'est-à-dire à maintenir sa contribution au développement du tiers monde.\
`Conflit des Malouines ` suite réponse`.
- Nous n'avons pas pour autant décidé de remettre cela en cause, parce que nous nous sommes trouvés comme beaucoup d'autres dans une situation embarrassante à l'occasion du conflit des Malouines : d'un côté la Grande-Bretagne, un pays ami, allié, dont toute l'histoire est imbriquée à la nôtre depuis longtemps et en tous cas depuis le début de ce siècle dans des circonstances dramatiques et héroiques, deux guerres mondiales en-particulier, nous sommes soudés. Si un réflexe de solidarité n'existe pas entre l'Angleterre et la France, alors entre qui est-ce que cela existera ? Nous ne tranchons pas le problème de droit en disant cela. Est-ce que c'est la Grande-Bretagne qui a le droit de souveraineté, est-ce l'Argentine, est-ce un troisième, après tout la France aussi a été aux Malouines, c'était je crois en 1763 £ attention, je ne réclame rien ! Je dis simplement que l'on peut remonter dans l'histoire et fonder son droit sur un tas d'événements aujourd'hui dépassés. Et d'ailleurs nous n'avons jamais reconnu la souveraineté de la Grande-Bretagne, mais à compter du moment où il y avait contestation entre l'Argentine et la Grande-Bretagne, c'était par les moyens de droit qu'il fallait procéder. Si la négociation directe n'aboutissait pas, en effet elle durait depuis 17 ans je crois, alors il fallait s'adresser à des instances internationales, il fallait chercher un arbitrage. En agissant par la force, l'Argentine a rompu ce principe de droit et s'est mise dans son tort. Dès lors que la réaction britannique devenait évidente, elle n'allait pas envoyer sa flotte à 15000 km de chez elle pour tout d'un coup la faire détourner vers la Chine, ou vers l'Océanie £ c'était d'une logique implacable, et ceux qui ont provoqué ce désordre en gardent la première responsabilité. Seulement, notre situation à nous, et nous ne sommes pas les seuls dans ce cas, c'est aussi celle des pays d'Europe en général et peu-être les Etats-Unis d'Amérique, c'est qu'ils n'ont rien contre l'Amérique latine, rien contre le peuple argentin, et nous sommes très tristes d'être dans une situation dans laquelle ces pays pourraient douter de notre amitié, et disons de toutes les bases communes de notre civilisation. Donc nous sommes dans une situation où il n'y a que des inconvénients. C'est d'ailleurs généralement cela la vie politique. Nous avons donc, j'ai décidé, que notre devoir était d'abord d'être solidaire avec les Britanniques, qui avaient été agressés, qui étaient blessés dans leurs intérêts et dans leur fierté nationale.\
`Conflit des Malouines ` suite réponse`.
- Mon deuxième point de vue est que, à compter du moment où la Grande-Bretagne a pu reprendre son gage ou une partie de son gage, l'on aille vers le retour à la paix `aux îles Malouines`, par les moyens de droit que l'Organisation des Nations unies est en-mesure de définir, et particulièrement par la mission de M. Cuellar £ d'ailleurs dès le premier jour, nous avons dit : "Il faut le retour de la paix dans le respect du droit, et notamment par la résolution 502 des Nations unies". Donc, disons qu'au moment où nous sommes, et sans vouloir ressasser

toutes les choses passées, il faut rapidement, et je souhaite que M. le secrétaire général des Nations unies puisse aboutir dans le bref délai qui lui a été imparti, c'est-à-dire une semaine, je souhaite que l'on puisse trouver les bases d'un accord qui respectera le droit, et la France sera tout-à-fait disposée à montrer aux peuples d'Amérique Latine que prise dans cette contradiction dont elle n'est pas responsable, elle cherche à-tout-prix à ménager l'avenir.\
QUESTION (George Will).- Récemment, ces dernières années en Grande-Bretagne, aux Etats-Unis et même en Scandinavie, la politique intérieure de ces pays s'est tournée plutôt vers la droite £ les socialistes allemands ne sont pas aussi radicaux que vous l'êtes, les socialistes britanniques ont abandonné la plupart de leurs projets de nationalisation, les dirigeants socialistes espagnols et italiens disent que leur secteur public est trop important. Un bon nombre de gens pense que la répartition du travail augmente les retraites, les bas salaires, ont relevé l'inflation et amené une chute du franc. Y a-t-il dans le monde un modèle d'un socialisme qui ait réussi, que vous pourriez prendre en exemple pour donner confiance au peuple francais ?
- LE PRESIDENT.- Je suis responsable de la France, monsieur, et j'agirai comme je crois devoir agir par-rapport aux intérêts de la France et des Français. Je n'ai pas à me préoccuper de ce que pense tel ou tel qui n'est pas de mon pays, même si je tiens compte des avis qu'on me donne, des conseils que l'on me donne. Certains sont les bienvenus, mais ce n'est pas parce que des jugements, qu'au demeurant je conteste, comme ceux que vous venez d'énoncer, sont portés à l'égard de la France, ce n'est pas pour autant que je changerai de ligne, car je n'ai pas le sentiment que les expériences conservatrices aient bien réussi à dominer la crise. Dans la plupart des pays dont vous parlez ce sont les partis conservateurs qui gouvernent ou qui ont gouverné, et voilà où nous en sommes. Le problème est aujourd'hui d'arriver à corriger leurs échecs, cela n'est pas facile, il faut corriger les graves injustices sociales qui ont été créées pendant cette période.
- Moi j'engage sans juger les autres, sans dire que l'on agit bien ou mal, dans les pays que vous avez cités, j'essaie d'agir pour que la France redresse sa situation. Vous avez parlé de chômage, la progression du chômage est beaucoup plus forte dans les pays dont vous m'avez parlé qu'en France, au-cours de ces six derniers mois et de cette dernière année.
- Sur-le-plan de l'inflation nous avons tous baissé notre inflation, nous moins vite que les Etats-unis d'Amérique, ou la Grande-Bretagne, et même plutôt l'Allemagne `RFA`. Donc nous avons un effort à faire maintenant pour corriger les effets de notre inflation. Sur bien des points nous avons une situation meilleure que celle des pays dont vous me parlez, un déficit budgétaire bien moindre que celui de la plupart de nos concurrents, moindre que tous. Nous sommes le pays industriel qui a le plus faible déficit budgétaire. Il est inférieur à celui de l'Allemagne, nettement inférieur à celui des Etats-Unis d'Amérique, ou celui de la Grande-Bretagne, très inférieur à celui du Japon. Or, comparez si vous voulez les défauts, comparez aussi les mérites, et vous constaterez qu'il faut se garder de jugements trop hâtifs.\
`Politique économique et socialisme ` suite réponse` J'ajoute à propos de l'élargissement du secteur public, que si le secteur public n'a pas été bien géré en Italie, c'est l'opinion que vous venez d'exprimer, peut-être est-ce dû au fait que des nationalisations ont été gérées par des partis qui étaient des partis modérés, et ne les ont pas gérées comme nous l'aurions conçu nous-mêmes. Mais enfin c'est leur affaire, je ne veux pas les juger autrement. En Espagne, je ne crois pas que le gouvernement du Général Franco, d'abord, puis les gouvernements qui se sont succédés depuis l'avènement de la démocratie en Espagne aient tellement nationalisé quoi que ce soit. Des pays comme la Suède, les pays scandinaves ont réalisé beaucoup plus de socialisations dans le domaine social que nous, moins sur-le-plan économique, c'est vrai, chaque expérience est indépendante l'une de l'autre. L'essentiel c'est d'arriver à définir les domaines communs où nous pouvons agir, de domaines communs, et il en est de nombreux, où nous pouvons nous mettre tous à bâtir. Un système monétaire international comme nos prédécesseurs l'ont fait en 1945 a Bretton Woods, ça, on peut le faire, et à l'époque il y avait autant de différences entre les pays, sinon plus qu'il n'y en a aujourd'hui. C'est d'essayer de mettre en commun nos ressources de la science et de la technologie, c'est de savoir exactement comment nous allons restituer du travail, veiller à la mutation technologique, veiller à la formation professionnelle des jeunes de tous nos

pays, savoir comment nous pouvons organiser nos échanges, d'où l'utilité de travailler ensemble au sein du GATT, pour le renforcer à l'issue d'une discussion que je souhaite ouverte, loyale, mettre à bas les protectionnismes. On dit le protectionnisme français, mais nous ne sommes pas plus protectionnistes que les autres, plutôt moins et je peux en faire la démonstration. Bref, je pense que notre expérience qui est en effet différente des autres peut apporter des éléments extrêmement utiles dans la solution à la crise internationale.\
QUESTION (David Brinkley).- Monsieur le Président, pendant la campagne électorale vous avez dit que vous n'aimiez pas voir que la France était l'un des marchands d'armes les plus importants, or je vois que les ventes d'armes continuent en France, vous vendez des armes au Colonnel Kadhafi de Libye qui aux Etats-Unis est considéré comme un terroriste, qui prône le meurtre. Est-ce que vous pouvez me dire pourquoi vous lui vendez des armes ?
- LE PRESIDENT.- Eh bien, il faut d'abord noter tous les contrats qui étaient déjà signés et qui étaient déjà conclus, qui étaient déjà même mis en application. Donc quand vous posez cette question au Président de la République française de 1982, vous posez cette question à la République française qui vend des armes à la Libye depuis de longues années, depuis plus de vingt ans. Ce n'est pas donc propre à ma politique, c'est propre à une situation industrielle qui a été créée en France et qui veut que l'industrie d'armement soit un des facteurs importants de notre commerce extérieur. Les arguments pour, les arguments contre, il y a de tout naturellement. Je remarque cependant que vous n'êtes frappés que par la vente d'armes à la Libye, ce qui est un peu intéressé, parce que ce n'est pas parce que la politique américaine est hostile à la Libye que c'est à la Libye que la France ne devrait pas vendre d'armes. Il y a beaucoup d'autres pays dans le monde où les Américains vendent des armes, où les Français vendent des armes, il y a peut-être des ventes d'armes qui ne nous feraient pas plaisir à nous, parce que nous sommes des pays indépendants, je n'interviens pas dans ce domaine. Je dis simplement que quand on ouvre les dossiers, les ventes d'armes sont souvent justifiées par ceux qui sont plus favorables en disant que si l'on veut disposer en France d'une armée dotée des moyens d'équipement les plus modernes, il faut avoir une plateforme extérieure sans quoi nous n'avons pas nous les débouchés suffisants pour notre propre armée, de telle sorte que nous serions hors d'-état d'alimenter notre armée en armements très modernes si nous n'avions pas un marché plus étendu. Cela c'est raisonnable.\
`Ventes d'armes à la Libye ` suite réponse` c'est vrai aussi, deuxième argument, que cela emploie plusieurs centaines de milliers de travailleurs. Surtout dans une période où le chômage est si menaçant, ce n'est pas le moment de mettre sur le pavé des dizaines ou des centaines de milliers d'ouvriers en supplément. Mais c'est vrai qu'il est fâcheux que l'économie française ait été bâtie depuis pour le moins un quart de siècle sur l'idée que la vente d'armes était pour nous une source de -rapports parmi les meilleurs. Ce n'est pas une bonne chose. Je suis donc moi placé devant une situation que je ne peux corriger que peu à peu pour éviter des grandes chutes vers le chômage, pour respecter les contrats qui engagent la parole de la France, et pour dessiner autrement la capacité industrielle des usines d'armements. Cela ne peut se faire que peu à peu.
- Mon premier soin, dans la situation où je me suis trouvé, ça a été de dire "Je respecte la parole de la France" et je vous prie de croire qu'il y avait plusieurs de ces contrats quil m'était très pénible d'exécuter. Je les ai exécutés, je ne parle pas spécialement d'alibi, dans un certain nombre de cas. Vous me dites que j'avais une appréciation sur M. Kadhafi : j'ai une opinion sur beaucoup de gens. Il est certain que les ventes d'armes ont rarement été individualisées, que d'une façon générale, chaque fois que l'on pouvait trouver dans le passé un acheteur, on vendait. Moi, personnellement, je critique cette attitude. Je serai donc tout-à-fait responsable de l'orientation des ventes d'armes françaises lorsque vous pourrez faire le bilan des contrats auxquels j'aurai souscrit moi-même. Mais a priori, pour l'instant nous avons des relations commerciales avec la Libye, puisque vous me parliez de la Libye, les Etats-Unis d'Amérique aussi d'ailleurs. Depuis quelques temps ça s'est un peu gâté, c'est certain, mais je crois que la plupart de ces pays vendent à beaucoup de gens qui sont des dictateurs, par exemple. Cela pose un problème de morale, c'est certain, qui complique considérablement notre action politique. Je vous réponds le plus sincèrement que je peux c'est à dire en considérant une réalité dont je n'ai

vous réponds le plus sincèrement que je peux c'est à dire en considérant une réalité dont je n'ai pas été le créateur, que j'essaie de transformer, je ne peux le faire que peu à peu.\
QUESTION (Pierre Salinger).- Est-ce-que je peux revenir au Sommet ? Tout à l'heure, vous avez mentionné l'idée d'un système monétaire international du style Bretton-Woods. L'un des objectifs de la réunion de Versailles pour le gouvernement français c'est de convaincre les Américains de faire quelque chose pour stabiliser le taux du dollar. Vous pensez que vous allez arriver à convaincre les Américains ?
- LE PRESIDENT.- J'espère les convaincre, parce que ce sont des gens de bons sens. J'ai de bonnes relations avec les dirigeants américains, même si nous n'avons pas toujours les mêmes thèses, mais on se demande pourquoi elles seraient identiques avant même d'en avoir discuté, ça manquerait d'intérêt d'ailleurs. Mais ce sont des responsables avec qui l'on peut parler, qui sont nos alliés, avec lesquels on peut avoir une discussion approfondie. Donc, je leur dirai ce que je pense, ils me diront ce qu'ils pensent, et comme nous avons pour volonté politique d'aboutir à des accords, à un accord, à des accords au pluriel, à-partir de là, j'espère en effet que nos arguments mutuels nous permettront d'avancer. Et je crois aussi que l'idée, qui est une idée simple, mais toutes les idées fortes sont des idées simples, qui consiste à demander qu'il y ait une meilleure harmonie entre le dollar, l'écu européen, le yen par exemple, c'est une idée qui fera son chemin. Il faut trouver les structures, il faut cesser de pratiquer le "chacun pour soi" ou bien cette sorte de guerre économique que se livreront les alliés finira par nuire à l'ensemble de leurs intérêts.\
QUESTION (George Will).- Monsieur le Président, après dix ans après lesquels les dettes des pays du Bloc de l'Est n'ont cessé d'augmenter, spécialement pour la Pologne, il y a beaucoup de gens dans l'administration américaine qui aimeraient qu'on limite les crédits technologiques transférés à l'Est, vu qu'il y a une pénurie de crédits à l'Est, est-ce que la France n'est pas d'accord avec les Etats-Unis pour limiter un peu les prêts à taux d'intérêts spécialement bas vers l'Est ?
- LE PRESIDENT.- Oui, oui... Il faut bien mesurer ce que l'on fait. La tension existante entre l'Est et l'Ouest, les actions tout-à-fait regrettables pour employer un mot modeste, de l'Union Soviétique `URSS` en Afghanistan d'abord, à l'égard de la Pologne ensuite, et puis dans bien d'autres domaines, fait que nous devons être très prudents dans nos échanges avec l'Union Soviétique. Je le répète, encore faut-il savoir de quoi l'on parle. S'agit-il de vendre tout et n'importe quoi aux Soviétiques, dès lors que telle ou telle marchandise pourrait accroître le potential militaire de l'Union Soviétique. Il faut être extrêmement prudent. C'est pourquoi il existe une organisation qui s'appelle le COCOM dans lequel les pays de l'Ouest examinent en commun quels sont les, disont quels sont les produits qu'il vaut mieux éviter de vendre, qu'il vaut mieux ne pas vendre. De ce point de vue-là, c'est une discussion qui a lieu constamment et qui se passe... bien ! Et nous comprenons très bien qu'il y ait certaines marchandises, certains objets, certaines technologies avancées, qu'il... vaut mieux en garder la détention, et parfois les regrets... pour nous-mêmes. Cette liste doit cependant être examinée par les différents partenaires. Aucun d'entre eux ne peut dire "voilà, c'est ce que vous allez interdire ". Il faut en discuter. Car ce pourrait être désagréable, par exemple, de ne pas vendre pour vouloir appliquer cette règle, et d'apprendre six mois après que les autres ont vendu la même chose. Donc il faut bien discuter de ces choses.\
`Commerce Est - Ouest ` suite réponse`.
- Et puis, il y a le problème des crédits. Le volume des crédits, savoir combien on prête d'argent, et d'autre part le taux de crédit, combien ces crédits coûteront-ils à l'Union soviétique `URSS`, ou à ses alliés. Quant au taux, déjà des décisions ont été prises. La CEE, à laquelle la France appartient, a décidé qu'il ne convenait plus d'accorder à l'Union soviétique un taux intermédiaire qui était un peu plus dur que le taux du tiers monde, mais qui était inférieur au taux normalement pratiqué dans le commerce international. Cette décision, la Frane y a pris part, et en effet il ne convient pas de donner un privilège dans ce domaine, particulier à l'Union soviétique. Quant au volume des crédits, cela se discute. Ce que la France ne veut pas, c'est aboutir au blocus économique à l'égard de l'Union soviétique. Nous ne voulons pas une sorte d'embargo général

sur les échanges commerciaux. D'abord, ce n'est pas que la France en ait beaucoup : la France a peu d'échanges commerciaux avec la Russie, elle en a beaucoup moins que l'Allemagne `RFA`, qui elle-même n'en n'a pas beaucoup. Mais nous sommes sur le continent européen, la Russie soviétique est un partenaire historique et géographique, et nous ne voulons par nous mettre en situation de guerre commerciale, comme si c'était le premier acte d'une guerre militaire. Je ne crois pas du tout au blocus. Aujourd'hui je recevais à déjeuner M. Mugabe qui est le Premier ministre du Zimbabwe. Et je vais vous citer une formule de lui, qui était excellente. Il disait "quand nous étions soumis au blocus, nous, au Zimbabwe, qui s'appelait alors la Rodhésie, nous ne manquions de rien. Depuis qu'il n'y a plus de blocus, nous manquons de tout". Je veux dire par là qu'un grand pays comme l'Union soviétique, vous pensez bien, trouvera toujours à se fournir ailleurs. De plus c'est un procédé qui me répugne. D'autre part, je n'ai pas entendu dire que les Etats-Unis d'Amérique, et ils ont raison, aient l'intention par exemple de cesser leurs livraisons de blé, et même, le cas échéant de se faire payer comptant. Donc, discutons de cela entre gens responsables : ne vendons pas de produits dont l'utilisation pourrait se retourner militairement contre nous, accordons des crédits, mais mesurons leur volume, établissons des taux qui ne soient pas des taux privilégiés. Mais poursuivons des échanges commerciaux, parce que ce qu'il faut préférer pour l'instant c'est la négociation. La négociation commerciale, la négociation militaire. Mais la négociation sérieuse.\
`Relations Est - Ouest ` suite réponse`.
- D'ailleurs la disposition d'esprit de l'Est et de l'Ouest pour l'instant c'est de parler £ j'ai noté avec le plus grand intérêt les dernières initiatives du président Reagan, qui est un homme de bon sens, qui a beaucoup de fermeté dans ses convictions, et c'est honorable, et qui en même temps se sent très responsable de la paix du monde, et qui de ce fait à la fois a décidé d'armer pour maintenir l'équilibre des forces, et d'autre part de négocier pour que ces forces n'entrent pas en jeu. J'approuve tout-à-fait cette attitude, à la condition qu'on s'engage dans une vraie négociation, de façon que l'Union soviétique soit amenée elle aussi à la minute de vérité. Oui, est-elle disposée à diminuer le nombre de ses armes, à accepter les bases de l'équilibre, et accepter le contrôle des armements. Et on ne le saura que si on est fort. Mais si on en arrive là, comme je le pense et comme je le souhaite, alors il faut de notre côté aussi être logiques avec nous-mêmes et négocier, c'est-à-dire faire reculer la course aux armements.\
QUESTION (David Brinkley).- Monsieur le Président, une question très simple : lorsque vous étiez au Moyen-Orient, vous avez dit à différents endroits que vous pensez qu'il devrait y avoir un Etat palestinien. où est-ce que vous l'installeriez ?
- LE PRESIDENT.- Je l'ai dit depuis longtemps cela me parait une évidence. Je l'ai même dit à la Knesset. C'était le meilleur endroit d'ailleurs pour le dire. Je suis Français, je suis en Occident, je ne suis pas un représentant d'un pays riverain d'Israel, donc je laisse les négociateurs décider de l'endroit où cet Etat pourrait résider et surtout de ses futures frontières. Mais l'idée qui s'impose à l'esprit car il ne s'agit pas de jouer à cache-cache avec l'histoire, c'est que c'est en Cisjordanie que se trouve le futur Etat palestinien.
- Voilà, c'est aussi simple que cela. Un Etat palestinien pour le peuple palestinien. La difficulté vous la connaissez comme moi, et vous la vivez comme moi, c'est le fait qu'il s'agit là d'une terre disputée à travers des siècles et des siècles, avec une densité... spirituelle, religieuse, une couleur, une force de tradition, assez exceptionnelle dans l'histoire du monde £ avec une adhésion à Dieu avec une même source dans la tradition, la tradition biblique, avec les mêmes patriarches. Cela implique une sorte de lutte fratricide dont l'intensité est presque sans (...). Et naturellement ils réclament la même terre. Mais voilà, Israel, à la suite d'un combat extraordinairement courageux, et après des réussites exceptionnelles, s'est vu reconnaître par les Nations unies un territoire donné. Il faut qu'Israel ait toutes les garanties d'y demeurer, en plus des garanties qu'il s'accorde lui-même, et l'on ne peut pas le leur contester. Ils ont le droit d'exister, il faut qu'ils en aient les moyens. Et de ce point de vue-là, il faut reconnaître que certaines menaces ont pesé et continuent de peser. Très nombreux sont les pays riverains qui ne reconnaissent pas l'existence de cet Etat. Et les Palestiniens, représentés par l'OLP, ne le

reconnaissent pas non plus. L'on comprend qu'Israel soit extrêmement circonspect dans cette affaire. Mais il appartient aux amis des Israéliens comme aux amis des Arabes de dire ce qui paraît être une solution raisonnable. Toutes les garanties étant apportées à Israel, Israel doit comprendre que tout peuple a besoin d'une patrie. La réalité de la Cisjordanie et de Gaza c'est une très importante majorité démographique arabe, une réalité historique, une réalité sociale, et cette aspiration du peuple palestinien trouvera là le moyen de créer les structures d'Etat, dont les Palestiniens seront juges un jour £ cela est probant. Moi, j'ai toujours pensé qu'il fallait la reconnaissance mutuelle et préalable des droits des uns et des autres, mutuelle et préalable, ce qui veut dire qu'il n'est pas possible d'imaginer que les Palestiniens autour de l'OLP s'organisent en Etat, en Cisjordanie par exemple, sans qu'ils aient au préalable déclaré la paix, en somme. C'est-à-dire reconnu l'existence d'Israel. Le reste se discute.\
QUESTION (Pierre Salinger).- Comme il reste encore quelques minutes, j'aimerais vous poser une question simple : beaucoup de gens se posent la question suivante, à savoir comment est-il possible que le Président socialiste de la France et le Président conservateur des Etats-Unis aient de si bonnes relations £ comment pourriez-vous expliquer cela ?
- LE PRESIDENT.- Parce que je suis Français, et lui Américain, que l'Amérique et la France sont deux pays amis bien longtemps avant nous, comme ils le resteront bien après. Nous sommes porteurs d'une histoire. Nous sommes représentants d'intérêts légitimes. Nous sommes en même temps les acteurs pour un temps donné d'un moment de l'histoire, et ce moment de l'Histoire est également significatif de civilisation que nous avons la charge de défendre. Alors, la façon dont nous comprenons la gestion de chacun de nos pays, cela nous regarde £ je ne demande pas à M. Reagan de penser comme moi, sur toute chose ! Il ne demande pas, je le suppose, que je pense comme lui sur la matière économique et dans bien d'autres domaines. Mais par-rapport à un certain nombre de valeurs essentielles, d'intérêts primordiaux, il est l'Amérique moi je suis la France. Il est les Etats-Unis dont nous avons assisté à la naissance. Nous avons souhaité, nous avons aimé les Etats-Unis dans la façon dont ils se sont constitués, nous avons parfois souffert de certaines de leurs déviations, mais nous restons amis. Et donc M. Reagan, exprime les Etats-Unis d'Amérique, et moi j'exprime la France. C'est pourquoi, nous devons rester associés.\